

Accord professionnel

JOURNALISTES REPORTERS-PHOTOGRAPHES

ACCORD PROFESSIONNEL DU 10 MAI 2007

SUR LE TRAITEMENT SOCIAL DES REVENUS COMPLÉMENTAIRES DES JOURNALISTES REPORTERS-PHOTOGRAPHES TIRÉS DE L'EXPLOITATION DE LEURS ŒUVRES PHOTOGRAPHIQUES DANS LA PRESSE

NOR : ASET0750789M

Entre :

La fédération nationale des agences de presse photos et informations (FNAPPI),

D'une part, et

Le syndicat des journalistes (SNJ) ;
Le syndicat national des journalistes (SNJ) CGT ;
L'union syndicale des journalistes (USJ) CFDT ;
Le syndicat des journalistes CFTC ;
Le syndicat général des journalistes (SGJ) FO ;
Le syndicat des journalistes FO ;
Le syndicat des journalistes CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

L'article L. 382-1 du code de la sécurité sociale dispose que les journalistes reporters-photographes, au sens des articles L. 761-2 et suivants du code du travail, bénéficient du régime général de sécurité sociale des artistes auteurs pour leurs œuvres photographiques diffusées hors presse et pour leurs revenus complémentaires tirés de l'exploitation de leurs œuvres photographiques dans la presse dans des conditions à prévoir par des accords professionnels distincts dans le secteur des agences de presse et dans celui des publications de presse ou, à l'issue d'une période de 2 ans à compter de la date de promulgation de la loi n° 2006-961 du 1^{er} août 2006 relative au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information, par décret en Conseil d'Etat.

Ces dispositions s'entendent sans préjudice des dispositions de l'article L. 311-2 du code de la sécurité sociale.

Hors du champ du présent accord et pour mémoire bénéficient également du régime de sécurité sociale des artistes auteurs, les auteurs d'œuvres photographiques non journalistes professionnels qui tirent de leur activité, directement ou par l'intermédiaire d'agences de quelque nature qu'elles soient, des droits d'auteurs soumis au régime fiscal des bénéfices non commerciaux et qui exercent leur activité depuis au moins 3 années civiles.

1. Objet et champ de l'accord

Le présent accord définit la notion de revenus complémentaires pour l'exploitation des photographies et reportages photographiques des journalistes reporters-photographes au sens des articles L. 761-2 et suivants du code du travail collaborant avec une agence de presse au sens de l'ordonnance du 2 novembre 1945, modifiée par la loi n° 70-946 du 19 octobre 1970, elle-même spécialisée dans ce domaine.

La qualification de « journaliste reporter-photographe » suppose la détention de la carte d'identité des journalistes professionnels délivrée par la CCIJP.

Sont considérés comme agences de presse au sens de l'ordonnance du 2 novembre 1945 modifiée les organismes privés qui fournissent aux journaux et périodiques des articles, informations, reportages, photographies et tous autres éléments de rédaction et qui tirent leurs principales ressources de ces fournitures. Ne peuvent se prévaloir de cette appellation que les organismes inscrits sur la liste établie sur propositions de la CPPAP et publiée au *Journal officiel*.

La qualification d'« agence de presse photographique », dont l'objet social est la diffusion multiple et rémunérée d'une photographie ou ensemble de plusieurs photographies d'un même sujet et de toutes informations utiles et nécessaires à leur exploitation, implique l'inscription sur la liste des agences de presse agréées par la CPPAP.

2. Revenus des journalistes reporters-photographes

Les parties signataire distinguent 2 types de revenus : celui de l'activité qui constitue le revenu principal du journaliste reporter-photographe et le revenu complémentaire.

Le revenu de l'activité ou revenu principal, au sens du présent accord, est assujéti au régime général de sécurité sociale, en vertu des articles L. 311-2 et L. 311-3 (16°) du code de la sécurité sociale.

Les revenus complémentaires, tels que définis dans le présent accord et issus exclusivement de cessions de droits, sont assujéti au régime de sécurité sociale des auteurs.

3. Revenus complémentaires

Au terme de cet accord, sont considérées comme « revenus complémentaires » pour les journalistes reporters-photographes :

a) Toute rémunération due au titre de l'exploitation par une agence de presse d'une photographie ou d'un ensemble de photographies sur un même sujet ou un même thème créés par un journaliste reporter-photographe dans

le cadre d'un contrat de travail à durée indéterminée, lorsque cette exploitation a lieu après la fin effective du contrat de travail quelle qu'en soit la raison. Cette exploitation est subordonnée à l'établissement par l'employeur des documents obligatoires remis après la fin du contrat et à la signature d'un contrat de mandat tel que défini à l'article 1984 du code civil et au paragraphe 6 du présent accord.

b) Toute rémunération due pour l'exploitation d'une photographie ou d'un ensemble de photographies sur un même sujet ou un même thème ayant été commandés et réalisés en amont par un journaliste reporter-photographe dans le cadre d'un contrat de travail à durée indéterminée, ayant été conclu au moins 24 mois auparavant, avec une entreprise de publication quotidienne ou périodique ou une agence de presse autre que le diffuseur, agence de presse photographique et sans lien capitalistique avec celui-ci. Cette exploitation est subordonnée à la signature, par les parties, d'un contrat de mandat tel que défini à l'article 1984 du code civil et au paragraphe 6 du présent accord.

c) Toute rémunération due à un journaliste reporter-photographe au titre de l'exploitation d'une photographie ou d'un ensemble de photographies sur un même sujet ou un même thème réalisé dans le cadre de son contrat de travail à durée indéterminée avec l'agence de presse, lorsque cette nouvelle exploitation a lieu plus de 24 mois après la date de la première publication, première facturation ou, à défaut, après la date de la prise de vue. Dans l'hypothèse où les dates de première publication ou première facturation sont différentes, la date la plus lointaine est celle à retenir.

d) Toute rémunération due à un journaliste reporter-photographe employé à titre occasionnel au titre de l'exploitation d'une photographie ou d'un ensemble de photographies sur un même sujet ou un même thème réalisé dans le cadre d'une commande, tel que défini au paragraphe 4, avec l'agence de presse photographique, lorsque cette nouvelle exploitation a lieu plus de 24 mois après la date de la première publication, première facturation ou, à défaut, après la date de la prise de vue. Dans l'hypothèse où les dates de première publication ou première facturation sont différentes, la date la plus lointaine est celle à retenir.

Les termes « journaliste reporter-photographe employé à titre occasionnel » désignent le journaliste-reporter photographe salarié dont le nombre de collaborations est égal ou inférieur à 3 dans l'année et qui n'est pas tenu de consacrer une partie déterminée de son temps à l'agence de presse photographique à laquelle il collabore, mais n'a d'obligation que de fournir une production convenue dans les formes et les délais prévus par l'employeur dans le bon de commande.

e) Les sommes collectées et réparties par une société d'auteurs en ce qu'elles concernent les droits collectifs des photographes.

L'ensemble de ces dispositions s'entend sans préjudice des conditions du contrat de travail préexistant.

4. Bon de commande

Les parties conviennent que toute demande de travail photographique faite par une agence de presse à un journaliste reporter-photographe hors du cadre d'un contrat de travail à durée indéterminée préexistant doit faire l'objet d'un bon de commande précisant :

a) L'ancienneté dans la profession ;

b) Le mode de rémunération : en pigne ou en pourcentage de ventes avec une garantie minimum définitivement acquise à valoir, le cas échéant, sur la rémunération proportionnelle au prix de cession entre l'agence de presse et le(s) diffuseur(s) des photographies concernées. Cette garantie est calculée en fonction du temps de travail prévu ou effectif ;

c) Un descriptif précis du travail demandé à la date de remise ;

d) Les modalités de prise en charge des frais.

Un modèle type de bon de commande sera élaboré entre les parties signataires au présent accord.

5. Barème de rémunération à la pigne

Les parties s'entendent pour négocier au plus dans les 6 mois après la signature du présent accord un barème de rémunération à la pigne qui s'imposerait dès lors que la rémunération ne serait pas proportionnelle.

En cas d'échec des négociations, les parties demanderont l'arbitrage du ministère des relations du travail, qui convoquera une commission mixte paritaire.

6. Contrat de mandat

Le contrat de mandat (art. 1984 du code civil) devra prévoir notamment :

- une clause précisant les exploitations autorisées ;
- un pourcentage de rémunération proportionnel au prix de cession ;
- une exclusivité limitée dans le temps et renouvelable, en vertu des pratiques professionnelles en vigueur ; la commande ne peut jamais faire l'objet d'un contrat de mandat.

7. Modalités de suivi de l'accord

Une commission paritaire dite de suivi, composée d'un représentant de chaque organisation syndicale de journalistes et de représentants des organisations d'agences de presse photographiques signataires du présent accord, se réunira 1 fois par an à compter de la signature de l'accord afin d'en suivre les modalités d'application et de régler les éventuelles difficultés d'application et d'interprétation en apportant les commentaires et aménagements nécessaires, le cas échéant par avenant.

8. Durée et effet de l'accord

Le présent accord prend en compte la totalité des photographies et reportages existants à la date de la signature et est conclu pour une durée de 3 ans. A l'issue de ce délai, il sera tacitement reconduit chaque année, sauf dénonciation par l'une des parties 3 mois avant la date d'échéance, par lettre recommandée avec accusé de réception envoyée à l'ensemble des autres parties signataires.

9. Extension

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension à toutes les agences de presse photographiques, selon les modalités de l'article L. 133-8 du code du travail, par l'ensemble des parties signataires.

Fait à Paris, le 10 mai 2007.

(Suivent les signatures.)